

CHABIB KHELLIL ET SES FRÈRES

par Abed Charef

Le Quotidien d'Oran

L'actualité Autrement Vue

le 21 août 2013

L'Algérie est vulnérable. À cause de son système politique, n'importe quel intrus peut y faire ce qu'il veut. Khalifa, Sawiris, Chakib Khelil, et les autres, ceux dont on ne parle pas aujourd'hui. Pas encore.

Avec le mandat d'arrêt lancé contre M. Chakib Khelil, l'affaire Sonatrach s'est transformée en un séisme moral et politique. Même s'il faut encore garder les réserves d'usage, et respecter les droits des uns et des autres à se défendre, tout indique avec l'ancien ministre de l'Energie, c'est le loup qui a été chargé de garder le troupeau de moutons.

Dans un pays qui a vécu le précédent Khalifa, qui a subi les affres du terrorisme, qui a assisté, impuissant, à la déliquescence de ses institutions et à la disparition de certaines valeurs, cette affaire marque un pas de plus dans la déchéance d'un système politique dont l'agonie se révèle particulièrement meurtrière. Une agonie qui, faut-il le rappeler, a vu des membres du gouvernement mentir sur l'état de santé du président, et d'éminents médecins publier de faux bilans de santé pour plaire au prince. Que reste-t-il à un pays qui ne peut plus faire confiance ni à ses médecins, ni à ses ministres ?

Pour l'heure, le côté spectaculaire de cette affaire risque pourtant d'occulter quelques points essentiels, les plus destructeurs pour le pays. En premier lieu, la nature du système politique algérien qui permet au chef de désigner qui il veut, au poste qu'il veut, sans rendre de comptes à qui que ce soit. Ce système politique d'un autre temps, qui s'en remet complètement à un homme « providentiel », lui déléguant des pouvoirs exorbitants, sans jamais le contrôler ni avoir la possibilité de le sanctionner, a conduit à des dérives d'une gravité inouïe.

Qu'un homme se remplisse les poches de manière illégale, c'est inacceptable à ce niveau de responsabilité, mais c'est humain. La corruption est l'un des phénomènes les répandus dans le monde. Mais là où c'est inacceptable, c'est quand un pays refuse délibérément de se moderniser et de mettre en place des mécanismes pour réduire la corruption. Là où c'est inacceptable, c'est quand un pays sait qu'il offre les conditions optimales pour que la corruption devienne la règle, et que les dirigeants ferment les yeux et laissent faire. Et qu'on le veuille ou non, M. Chakib Khelil a été ministre sous Abdelaziz Bouteflika, mais il a été ministre dans des gouvernements dirigés par MM. Ahmed Benbitour, Ahmed Ouyahia, Ali Benflis et Abdelaziz Belkhadem. C'est-à-dire les hommes considérés aujourd'hui comme des successeurs potentiels de M. Bouteflika.

Quand M. Khelil était au faîte de sa puissance, toutes les institutions étaient tétanisées devant lui. Personne ne pouvait le contredire. On attribue bien à l'ancien ministre de l'intérieur Yazid Zerhouni une attitude opposée à M. Khelil sur la loi sur les hydrocarbures, mais la question a été cantonnée au sérail. Pour le reste, tout le monde a gardé le silence. Les chefs de gouvernement successifs, supposés constituer la hiérarchie au-dessus de M. Khelil, n'avaient aucun pouvoir sur lui. La presse a même rapporté qu'un ancien premier ministre, M. Abdelaziz Belkhadem, est intervenu pour attribuer à une entreprise italienne un contrat remporté légalement par une autre compagnie. Des patrons d'entreprise ont accepté de signer des contrats tout en sachant qu'il y avait un acte de corruption.

Comment, en effet, acheter une centrale électrique pour moins d'un milliard de dollars, puis en acheter une autre de même puissance pour deux milliards, sans se poser de questions ? À ce niveau de responsabilité, soit on est complice, soit on est stupide.

Tout ceci révèle que l'Algérie n'est pas immunisée. Et contrairement à ce qu'on pense, l'omniprésence des services de sécurité ne signifie pas que le pays est sécurisé. Bien au contraire. La preuve est là : il y a eu des détournements au ministère de l'énergie et à la tête de la plus grande compagnie algérienne, Sonatrach. Pourtant, si sécurité il doit y avoir, c'est là qu'elle doit se trouver, car Sonatrach, c'est à la fois les recettes du pays en devises, le financement de l'économie, l'achat de la paix sociale et la force de négociation du pays.

Abdelmoumène Khalifa était entré par effraction dans le monde de l'économie, il avait commis l'incroyable avant de prendre la fuite. Rien n'a été fait pour épargner au pays une mésaventure similaire. Chakib Khelil en a donné la preuve en faisant de même. Mais le plus grave est à venir. Car d'autres forces de l'argent ont acquis des positions telles qu'aujourd'hui, elles sont inattaquables.

Elles sont au-dessus de la loi. Et curieusement, on peut, aujourd'hui, critiquer le président de la république, le gouvernement, l'armée, voire le DRS, mais on ne peut publiquement critiquer certaines entreprises et certaines personnes. Elles sont devenues trop puissantes. Leur puissance économique et financière s'est transformée progressivement, pour les installer au-dessus de la loi. Ceux qui se délectent aujourd'hui avec l'affaire Chakib Khelil n'en parleront pas. Ils ne pourront pas parler des frères de Chakib Khelil, comme ils n'ont pas dit un mot de Naguib Sawiris, du temps où il faisait la pluie et le beau temps en Algérie.

Voir en ligne : <http://www.lequotidien-oran.com/?ne...>